

# GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE, CONTRE L'UNICITÉ CORPORATISTE

Le Président de la République se déclare favorable à une refondation des procédures organisant les rapports entre les organisations syndicales salariales, patronales, l'État et n'écarte pas une démarche constitutionnelle en la matière.

Le MEDEF, après d'autres, n'hésite pas à expliquer qu'il y a trop d'organisations syndicales, qu'il serait plus rationnel d'en réduire le nombre pour faciliter la «*négociation*».

Dans le conflit des banques, les cinq Fédérations syndicales auraient convenu, dans le cadre des négociations pour la nouvelle convention collective que, «*ou tous signent ou personne ne signe*». Dans le même temps, se développait dans ce secteur, pendant les grèves de décembre 99, la pratique de la consultation de l'ensemble du personnel syndiqué ou non, pour dicter aux syndicats la conduite à tenir, privilégiant ainsi l'orientation référendaire, donc antisyndicale de la loi Aubry.

Venant à point nommé, au moment où le MEDEF décide de quitter les organismes paritaires (au 31.12.2000) si son projet corporatiste de «*constitution sociale*» n'est pas accepté, un rapport de l'*Inspection générale des affaires sociales*, épinglant la gestion d'une caisse de retraite complémentaire, permet aux partisans d'un syndicalisme subsidiaire, de relancer l'offensive sur le financement des organisations syndicales. On nous ressort l'idée d'un financement public, ou encore d'une «*cotisation*» ponctionnée sur le salaire par l'employeur, redistribuée aux syndicats en fonction de leurs influences électorales. La C.G.T. se déclare «*disponible pour un large débat public sur les moyens des organisations syndicales, tant salariales que patronales*», et son secrétaire général demande que l'on «*permette à tous les salariés d'exprimer une préférence syndicale à période régulière*».

Nous sommes donc confrontés à une attaque frontale contre le principe même de l'indépendance syndicale, basé sur l'idée simple que le syndicat est une association volontaire de salariés, que seuls ces associés volontaires sont qualifiés pour définir l'orientation de leurs associations. Que cette orientation et les décisions qui en découlent, une fois définies par ceux là seuls qui en ont la légitimité, les adhérents, soient ensuite proposées à d'autres, est une autre affaire. Mais, en aucun cas, cela ne peut être le contraire, sous peine de condamner l'organisation syndicale à la gymnastique de l'électoratisme permanent.

Au contraire, chaque organisation doit conserver en permanence sa totale liberté d'appréciation, son indépendance de décision en toutes circonstances, à tous moments, y compris dans le cadre d'une unité d'action. A l'opposé de ce syndicalisme, voulu ainsi par des générations de militants, qu'ils soient révolutionnaires ou réformistes, on dresse une forme de «*syndicalisme*» totalement intégré, dont les ressources dépendront essentiellement, soit de contributions obligatoires des salariés, soit de subventions des pouvoirs publics, ou des deux. Un «*syndicalisme*» qui ne pourrait être, à terme, qu'unicitaire, pour mieux encadrer les salariés: un syndicat unique, instrument du corporatisme.

Cette offensive de grande envergure ne doit rien au hasard, elle ne se développe pas de façon désordonnée. Commencée depuis longtemps, elle se précise aujourd'hui avec beaucoup plus d'intensité. La mondialisation, les contraintes imposées par les carcans politiques, économiques, budgétaires des institutions européennes, non seulement approuvées mais voulues par le gouvernement, imposent la disparition des acquis matériels, «*quantitatifs*», obtenus par des décennies d'actions, mais aussi et surtout celle des outils permettant de les conquérir: le syndicat et son indépendance, la pratique du contrat collectif, dont le contenu dépend de la seule capacité ouvrière, donc du rapport des forces. C'est cette offensive de grand style qu'il nous faut stopper.

En ce sens, la grève interprofessionnelle décidée pour le 1<sup>er</sup> février 2000 par la C.G.T.F.O. peut constituer une étape importante dans la mesure où les objectifs revendicatifs sont clairement définis, ce qui signifie, entre autre, une opposition résolue aux prétentions patronales, à la politique gouvernementale, et à la tactique démobilisatrice d'une journée de «*déploiement militant*» préconisée par Thibault comme seule perspective pour cette date.

**Jo. SALAMERO.**

-----

## DANS LE COURRIER DU MONDE...

*L'ironie dans cette Ère de l'information est qu'elle prête de la respectabilité à des opinions sans fondement (1).*

*Les journalistes disent quelque chose qu'ils savent ne pas être vrai avec l'espoir que, s'ils le répètent assez longtemps, cela sera vrai (2).*

Monsieur le Directeur,

J'ai commencé à vous lire alors que j'étais étudiant, en 1956, quand vous avez publié le rapport Khrouchtchev (ou Rouchiov selon Etiemble). A partir de 1958, j'ai habité en région parisienne et acheté votre quotidien au numéro, mais dès que j'ai pris ma retraite dans ma province natale en 1993, je me suis abonné. Je n'ai jamais partagé vos idées de socio-cléricaux, mais j'ai l'esprit large et apprécie votre qualité, au risque de me faire manipuler de temps en temps, car on peut se tromper en lisant entre les lignes, et je vous suis reconnaissant d'avoir appris par vous que José Bové est un pur produit des mouvements d'action catholique, ce qui ne change rien à mon dégoût pour la bouffe McDo. Ces relations idylliques univoques vont cesser. En effet:

D'une part, votre laxisme concernant la sottise qui fait prétendre à certains que le 20<sup>ème</sup> siècle et le deuxième millénaire de l'ère vulgaire se terminent aujourd'hui - au lieu du 31 décembre 2000 - m'est insupportable: votre supplément tape-à-l'œil «*avenir*» dont l'intérêt est plutôt contestable et daté 2000-2099, un article de Monsieur Fontaine qui, à quelques détails près, pourra encore servir l'année prochaine, divers autres textes et enfin dans le numéro 17082, Monsieur Alain Minc qui n'a jamais été à une ânerie près (j'adore quand de prétendus économistes montrent qu'ils ne savent même pas compter dans l'ensemble des entiers positifs), vous savez ce qu'il en est, mais votre devise est *vox populi vox Dei* et vos annonceurs qui ont utilisé cette arnaque pour plumer des gogos -principalement ceux qui disent aussi nommé et vétéran au lieu de sélectionné et ancien combattant - n'auraient pas apprécié que vous leur cassiez la baraque en remettant les pendules à l'heure.

D'autre part, j'ai noté, sans m'en étonner tellement, votre silence bruyant concernant la manifestation du 11 décembre contre la ratification de la *Charte Européenne des langues régionales* qui s'est déroulée à Paris de la Nation à la République (manifestation soutenue notamment par une Confédération syndicale de salariés... celle que vous haïssez).

Nous étions donc environ 10.000 à avoir participé à un non-événement. Certes, cela se comprend que les cléricaux modernistes que vous êtes montrent de la sympathie pour les diversités patoisantes et soient partisans du retour au tribalisme langagier: le modernisme c'est pour les élites, mais il est préférable que le bon peuple soit tenu, par les contraintes de la langue, de demeurer autour de son clocher. En outre, vous chérissez la pensée unique européiste et si, pour préserver votre image de

(1) Cité par Michael Crichton, *Turbulences*, Pocket, Paris 1999, p.9.

(2) Cité par Jean-Claude Artus, *Les tribulations du Professeur au pays du nucléaire*, Ramsay, Paris 1998, p.13, Aux Journalistes j'ajoute les écologistes (MP).

marque, vous publiez de temps en temps des opinions contraires, vous n'acceptez pas de faire savoir que descendent dans la rue ceux qui vomissent cette *Europe vaticane* qu'on veut nous imposer, réincarnation moderniste du *Saint Empire Romain Germanique*.

Il n'est, bien entendu, pas question de remettre en cause votre droit et votre liberté d'avoir de telles opinions, mais quand on se pique de faire aussi de l'information, on raconte les faits puis on les commente selon ses idées; il fut un temps où vous aviez la coquetterie de le faire, aujourd'hui vous préférez le journalisme-flic qui convient à souhait à votre soutien critique à la fausse gauche dite plurielle, mais, modernistes ou passéistes, tous les cléricaux sont des totalitaires et l'Europe que vous aidez à construire est totalitaire. Vous l'êtes donc et le montrez en pratiquant habilement la désinformation par la non-information. A votre manière, vous êtes pire que *l'Huma* des années 50, donc plus dangereux. Soit.

Par voie de conséquence, je vous demande de ne plus m'adresser votre quotidien. Je donne instruction aux chèques postaux d'arrêter définitivement le retrait automatique mensuel à votre bénéfice. Quand je voudrais des nouvelles de votre monde, je lirai «*La Croix*». Ils sont moins hypocrites que vous puisqu'ils n'ont pas encore mis leur drapeau dans leur poche.

Bien sincèrement.

**Marc PRÉVÔTEL**  
*Langon, le 31 déc. 1999*

-----

Notre Ami Alexandre HÉBERT, victime d'un infarctus, a subi un triple pontage, dont il se remet progressivement.

Nous lui transmettons nos amicales pensées.

-----

## **CHARTRE DES LANGUES RÉGIONALES: EN AVANT VERS LE PASSÉ!**

La manifestation du 11 décembre à l'appel de la *Libre Pensée*, de l'*Union des Athées*, des *Comités Laïcité République*, contre la ratification de la *Charte* a été indéniablement un succès. Cette Charte prétend être une avancée vers une plus grande démocratie en instaurant une balkanisation du territoire de la République française. Et l'on sait ce qu'il advint récemment dans les Balkans ... Il est patent que la tendance naturelle de l'*Union Européenne* est à la normation totalitaire.

Cette unification de façade permet de substituer le concept personnaliste et communautariste cher à Mounier (l'individu/personne n'existe que par et pour son appartenance à la communauté définie à partir de critères antidémocratiques: religion, entreprise dans laquelle il/elle travaille...) à la notion républicaine d'égalité des droits sur tout le territoire pour tout individu et ceci indépendamment de tout autre considération que sa citoyenneté.

Alors pourquoi cette Charte certifiée ISO 9002 qui divise un territoire au lieu de le normer, de l'unifier? Tout simplement, ce morcellement du territoire de la République est la continuation directe du processus engendré par le moloch bureaucratique (qui sait aussi être un cerbère clérico-totalitaire) qu'est l'Union Européenne, processus qui tend à imposer un nouvel ordre pour une nouvelle Europe (*neue Ordnung fur eine neue Europa*).

Il est en effet logique qu'après avoir créé des régions contre les départements issus de la République, on tente d'unifier tout ça par des prétendues langues régionales qui créent, pas vraiment ex nihilo, une juxtaposition de communautés basées sur un fait linguistique moyenâgeux. Cette Charte

prétend délimiter un territoire à l'intérieur de la République pour chaque langue minoritaire, une sorte d'espace vital (lebensraum) pour la pratique de ces langues/patois/dialectes par les diverses communautés qui leur seraient rattachées.

Ce processus consiste à chasser d'un revers de manche de chasuble l'indivisibilité de la République, garante de l'égalité des droits du citoyen sur tout le territoire. Les instigateurs de ce bidule réactionnaire ne sont pas à chercher bien loin ! Même s'ils ont infiltré les partis dits «*de gauche*», même s'ils sont au gouvernement depuis un certain nombre d'années, les cléricaux n'ont pas pardonné à «*la gueuse*» la laïcité, la loi de séparation des églises et de l'État, l'égalité des droits du citoyen.

Que l'on ne s'y méprenne pas pour autant ! Nous, anarchistes, n'idéalisons en rien la République. Nous n'affirmons pas (et pour cause...) que la République soit le système achevé permettant l'émancipation totale de l'humanité et celle des individus. Cependant des droits ont été gagnés. Nul ne peut nier que le passage de l'ancien régime à la République a été un progrès pour la démocratie.

Ensuite, l'égalité des droits, la laïcité, la séparation des églises et de l'État, impossibles dans le cadre d'une royauté d'essence divine, ont essayé de permettre à la démocratie d'avancer.

Certes, le gouvernement de la gauche plurielle (ils ont sans doute pris ce qualificatif à la pseudo-laïcité du même nom qu'ils avaient créée pour entre autre faire entrer les curés et les foulards à l'école) attaque sans cesse ces principes et sa volonté de ratifier ce bidule en fait partie.

Cette Charte, loin d'être une avancée démocratique, remet en cause ces acquis: s'il faut être breton pour être fonctionnaire dans le duché de Bretagne, alsacien pour comprendre un contrat de travail dans le pays d'Alsace ou auvergnat pour comprendre une décision de justice dans la *cathedra* d'Auvergne, et bien cela signifie tout simplement le retour de la féodalité ou, pour le moins, de l'ancien régime avec ses cortèges d'inquisiteurs bien pensants comme les cléricaux socialistes et de potentats régionaux, nouveaux nobles dans les mains de l'UE et du Vatican!

L'usage du français sur tout le territoire, loin d'être un frein à la progression de la démocratie comme l'affirment les tenants de la Charte, pourtant inspirés par la puissance suprahumaine qui dirige et régit leurs vies, permet au citoyen de travailler, parler, s'instruire, être compris, polémiquer... sur tout le territoire. Que l'on parle ou enseigne les (et non pas en...) langues régionales, s'ils y tiennent tant que ça! (encore que j'y trouve inhérents des relents passésistes mais bon!). Mais cette engeance cléricale de Charte ne doit pas être ratifiée.

C'est pourquoi nous appelons tous les citoyens à signer le serment républicain initié lors de la manifestation du 11 décembre 1999:

*«Nous faisons le serment solennel de manifester en toutes circonstances et en tous lieux notre irréductible opposition à la signature de la Charte européenne des langues régionales, contraire à l'évolution historique de la Nation. De lutter sans trêve et sans défaillance jusqu'à son retrait et d'obtenir que l'effort de la République soit uniquement réservé à assurer l'égalité réelle des citoyens».*

**Christian PIERRALI.**

-----

## **A CEUX QUI S'INTÉRESSENT AU BILAN DE 2.000 ANS DE CHRISTIANISME...**

Pour dédouaner l'institution «*Église Catholique*», Wojtyla se prépare à déverser des tombereaux de cendre sur les têtes des cléricaux qui ont ouvertement soutenu les régimes totalitaires du XX<sup>ème</sup> siècle.

Signalons quelques titres intéressants et même passionnants qui nous racontent leurs turpitudes:

**Mark AARONS & John LOFTUS, *Des nazis au Vatican***, éd. Olivier Orban, Paris 1992, 400 p., relatif à la «*filière des rats*»... ceux qui ont quitté le navire en 1945.

**Annie LACROIX RIZ, Le Vatican, L'Europe et le Reich de la première guerre mondiale à la guerre froide**, Éd. Armand Colin, Paris 1996, 539 p.

Et rappelons:

**Henri FABRE, L'Église Catholique face au fascisme et au nazisme**, Éd. EPO, Bruxelles 1994, 480 p.

Ils vous permettront de mieux apprécier le discours contourné que la hiérarchie catholique va chercher à nous faire-avalier.

**Marc PRÉVÔTEL.**

-----

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs.

Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP 515-14 C Nantes

Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT

-----